

## **DES VICTIMES D'ABUS DE TOUTE L'EUROPE LANCENT UNE PÉTITION EUROPÉENNE**

**Aujourd'hui, à l'occasion de la Journée européenne officielle des victimes de la criminalité, et en présence du Ministre délégué chargé des Outre-mer Monsieur Jean-François Carenco, des groupes de victimes et des organisations de protection de l'enfance de toute l'Europe ont lancé une pétition pour une meilleure protection contre les abus envers les enfants dans l'Union européenne. Cela doit notamment permettre de renforcer la législation dans le domaine des violences sexuelles sur Internet. Des dizaines de milliers de signatures seront récoltées dans tous les pays européens au cours des prochains mois. Une pétition similaire n'a jamais été lancée jusqu'à présent. Les auteur·e·s de la pétition, la Justice Initiative de la Fondation Guido Fluri, s'engagent déjà dans toute l'Europe dans la lutte contre les abus sexuels sur les enfants.**

*Paris, le 22 février 2023* - La diffusion de matériel pédocriminel (Child Sexual Abuse Material, ou CSAM) sur Internet connaît une croissance exponentielle : de 1 million de rapports en 2010 à 32 millions en 2022, comprenant 88 millions d'images et de vidéos. Les rapports indiquent que certaines entreprises actives et disposant de serveurs dans l'UE sont désormais devenues les plus grands hébergeurs de CSAM au niveau mondial (passant de l'hébergement de plus de la moitié de tous les CSAM détectés en 2016 à 85 % en 2020). Cela montre que l'Europe est devenue une plaque tournante du trafic d'images de violence sexualisée sur Internet. "Cette violence sexuelle sur Internet doit être stoppée", a souligné aujourd'hui Guido Fluri, l'auteur de la Justice Initiative, "car derrière chaque image se cache un abus. Et derrière chaque abus, il y a la souffrance d'un enfant". En collaboration avec des groupes de victimes et des organisations de protection de l'enfance de toute l'Europe, la Justice Initiative a lancé une pétition internationale visant à améliorer la législation dans l'UE. "D'une part, les survivant·e·s de violences sexuelles doivent bénéficier de plus de soutien. D'autre part, il s'agit d'empêcher les enfants d'être victimes d'abus persistants. Nous demandons que l'Union européenne prenne une position de leader mondial et vote en faveur de la proposition législative actuelle visant à prévenir et à combattre les abus sexuels sur les enfants".

### **La Commission européenne a salué la pétition Justice Initiative**

Antonio Labrador chef d'équipe de la Lutte contre les abus sexuels sur mineur·e·s, à la Commission Européenne, a expliqué lors de la conférence de presse l'importance de la législation européenne proposée pour prévenir et combattre les abus sexuels sur les enfants et sa nécessité pour protéger les enfants contre ces crimes. Sans une telle législation, les entreprises Internet devraient réduire considérablement leurs efforts pour protéger les enfants dans l'Union européenne.

Grâce à la législation, des règles seront fixées pour ces entreprises afin d'empêcher la diffusion d'images et de vidéos d'enfants qui sont en train d'être abusés, d'autres enfants victimes, ou de personnes ayant survécu à de tels abus. Il s'agit également d'empêcher les adultes d'approcher des enfants en ligne dans le but de les abuser sexuellement par la suite. Si nécessaire, les cyber entreprises seront tenues de détecter, de signaler et de retirer ces images et vidéos. En outre, un centre européen de prévention et de lutte contre les abus sexuels sur les enfants sera créé pour assurer la transparence et la responsabilité dans ce processus et faciliter les efforts de soutien aux survivant·e·s dans toute l'UE. Antonio Labrador Jimenez salue la pétition de la Justice Initiative, car elle contribuera à attirer l'attention sur les problèmes que la nouvelle législation vise à résoudre.

### **Groupes de protection de l'enfance : La protection actuelle contre les abus est insuffisante**

"Nous devons agir maintenant", déclare également Nina Vaaranen-Valkonen (Finlande), directrice exécutive de Suojellaan Lapsia, Protect Children, l'une des principales organisations de protection de l'enfance en Europe. Pour les survivant·e·s, le simple fait de savoir qu'une vidéo ou une photo de leur abus circule sur Internet est dévastateur. Il y a un besoin urgent de réglementation et de nouvelle législation, déclare Vaaranen-Valkonen : "La législation actuelle, qui repose sur des efforts volontaires, ne suffit plus. Il est temps de protéger les droits de l'enfant et d'exiger ensemble des règles contraignantes afin de rendre Internet plus sûr pour les enfants. Au sein de la "Justice Initiative", nous sommes aux côtés des personnes concernées, les survivant·e·s".

### **Des groupes de victimes européens soutiennent la pétition**

Des groupes de victimes de toute l'Europe s'engagent en faveur de la Justice Initiative. L'un d'entre eux est le "Brave Movement", un mouvement international de survivant·e·s et d'allié·e·s qui demandent la fin des violences sexuelles pendant l'enfance dans le monde entier. "Nous soutenons l'appel de l'Initiative Justice avec de nombreuses autres ONG", a déclaré lors de la conférence de presse à Paris Mié Kohiyama, co-présidente du groupe de travail Bravemovement Europe et co-fondatrice de BeBraveFrance. Lors de la conférence de presse à Paris, plusieurs victimes d'abus sexuels sur des enfants ont témoigné. Parmi elles, Saga, une victime suédoise : "Je suis honorée de faire partie de la campagne européenne de Justice Initiative et d'être entourée d'autres militant·e·s et associations de défense des droits des enfants", a déclaré Saga. "Aujourd'hui, nous lançons la première pétition européenne contre la maltraitance des enfants, une campagne vitale pour garantir le droit de chaque enfant à son enfance - libre de tout abus sexuel. Nous devons agir maintenant. Je demande à l'UE d'accélérer ses efforts pour aider les survivant·e·s et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour combattre ces abus. Nous devons être persévérant·e·s et ne pas abandonner. Commençons tous par signer cette pétition".

### **Le soutien politique au Parlement européen**

Parmi les nombreux soutiens politiques, on trouve notamment l'importante députée européenne allemande Marion Walsmann (Shadow rapporteur on the IMCO opinion on the proposal for a regulation laying down rules to prevent and combat child sexual abuse). Selon elle, les fournisseurs de services sur internet doivent être davantage tenus responsables afin que le matériel pédocriminel puisse non seulement être détecté et supprimé plus rapidement, empêchant ainsi sa diffusion, mais aussi que la prévention soit renforcée. "Bien sûr, la protection des données et de la vie privée des internautes est importante, mais la protection des données ne doit pas devenir une protection des délinquant·e·s. J'ai signé la pétition (Justice Initiative) pour une meilleure protection des enfants en Europe et vous devriez en faire autant, et je ne dis pas cela en tant que députée européenne, mais en tant que mère de deux enfants. Car chaque enfant abusé est un enfant de trop", a déclaré la députée Walsmann.

Vous trouverez la pétition sous :

<https://justice-initiative.eu/fr/petition/>

Plus d'informations sous : [www.justice-initiative.eu](http://www.justice-initiative.eu)

Les médias peuvent s'adresser à : [info@justice-initiative.eu](mailto:info@justice-initiative.eu)

